



conseil national du travail

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 78 DU 30 MARS 2001 RELATIVE
A L'INTRODUCTION DE L'EURO DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES
DE TRAVAIL CONCLUES CONFORMEMENT A LA LOI DU 5
DECEMBRE 1968 SUR LES CONVENTIONS
COLLECTIVES DE TRAVAIL ET
LES COMMISSIONS
PARITAIRES**

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 78

Séance du vendredi 30 mars 2001

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL RELATIVE A L'INTRODUCTION DE L'EURO
DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL CONCLUES
CONFORMEMENT A LA LOI DU 5 DECEMBRE 1968 SUR LES
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET LES
COMMISSIONS PARITAIRES

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 78 DU 30 MARS 2001 RELATIVE A
L'INTRODUCTION DE L'EURO DANS LES CONVENTIONS COLLEC-
TIVES DE TRAVAIL CONCLUES CONFORMEMENT A LA LOI
DU 5 DECEMBRE 1968 SUR LES CONVENTIONS COLLEC-
TIVES DE TRAVAIL ET LES COMMISSIONS
PARITAIRES**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail
et les commissions paritaires ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre au plus tôt des dispositions qui
garantissent la sécurité juridique dans les relations de travail une fois que l'euro sera introduit
définitivement au titre de monnaie fiduciaire c'est-à-dire à dater du 1er janvier 2002 ;

Les organisations interprofessionnelles de travailleurs et d'employeurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 30 mars 2001 au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE 1er - PORTEE DE LA CONVENTION

Article 1er

La présente convention vise à garantir la plus grande sécurité juridique possible en déterminant les règles à appliquer à dater du 1er janvier 2002 en ce qui concerne les dispositions des conventions collectives de travail prévoyant :

- un arrondi des montants qu'elles comportent lorsque ceux-ci sont indexés ou multipliés par un coefficient ;

- une règle qui garantisse le maintien d'une succession de tranches tarifaires ou barémiques.

CHAPITRE II - AJUSTEMENT DE MONTANTS

Article 2

- § 1er. Dans les dispositions des conventions collectives de travail portant obligation après indexation ou application d'un coefficient de multiplication d'arrondir un montant en franc belge en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq, l'ajustement est, à dater du 1er janvier 2002, opéré en euro conformément à la même règle.
- § 2. Dans les dispositions des conventions collectives de travail portant obligation après indexation ou application d'un coefficient de multiplication d'arrondir un montant en franc belge en application d'une règle dérogatoire à celle prévue au § 1er, l'ajustement est, à dater du 1er janvier 2002, opéré en euro comme suit :
- 1° ajustement à 50 centimes ou au franc : ajustement au cent ;
 - 2° ajustement à 5 ou à 10 francs : ajustement à 10 cents ;
 - 3° ajustement à 25 francs : ajustement à 50 cents ;
 - 4° ajustement à 50 ou 100 francs : ajustement à l'euro ;
 - 5° ajustement à 500 ou 1.000 francs : ajustement à 10 euros ;
 - 6° ajustement à 5.000 ou 10.000 francs : ajustement à 100 euros.

§ 3. Les § 1er et 2 s'appliquent à défaut pour les parties aux conventions collectives de travail y visées de prévoir de commun accord une règle spécifique d'ajustement d'application à dater du 1er janvier 2002.

Commentaire

La présente disposition a pour objet de prévoir pour les conventions collectives de travail y visées, les règles d'arrondi applicables aux montants convertis définitivement en euro après indexation ou application d'un coefficient de multiplication.

Il convient de rappeler que la conversion définitive en euro sera opérée avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge conformément au prescrit des conventions collectives de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages et n° 70 du 15 décembre 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages.

Cette conversion définitive est censée intervenir au plus tard le 31 décembre 2001 afin d'être effective à partir du 1er janvier 2002 c'est-à-dire à dater du jour où l'euro sera introduit au titre de monnaie fiduciaire.

Les règles d'ajustement qu'il y aura alors lieu de respecter sont les suivantes :

- en principe et aux termes du § 1er, l'ajustement du montant obtenu après conversion définitive en euro s'il est arithmétiquement opéré en franc belge, continuera à l'être en euro de la même manière.

Cette règle signifie qu'après conversion définitive en euro et à chaque fois que sera appliqué une indexation ou un coefficient de multiplication, le montant sera arrondi au cent supérieur ou inférieur le plus proche et si le montant se situe exactement au milieu, au cent supérieur.

- en dérogation à la règle précédente et aux termes du § 2, l'ajustement s'il est opéré suivant une disposition qui prévoit un arrondi autre qu'arithmétique, sera opéré en euro par référence au dispositif applicable aux lois et règlements en exécution des lois du 26 juin 2000 relatives à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées aux articles 77 et 78 de la Constitution. Il s'agit d'une référence et non d'une reprise de libellé. Le dispositif légal a en effet été adapté à la spécificité des instruments conventionnels pour lesquels il est appelé à jouer.

Cette règle signifie qu'après conversion définitive en euro et à chaque fois que sera appliqué une indexation ou un coefficient de multiplication, l'arrondi tel que prévu au § 2 sera dorénavant opéré.

L'objectif de ces règles est de garantir la plus grande neutralité possible dans les opérations d'ajustement et d'éviter à cet effet le recours à la technique dite de l'arrondi de transparence c'est-à-dire à des adaptations qui si elles aboutissent à un montant qui est aisément lisible et utilisable en euro, peuvent en revanche créer une certaine suspicion quant à la correction des opérations effectuées.

Cette technique n'est cependant pas exclue ; si elle est utilisée, elle devra avoir fait l'objet d'un accord des parties à la convention collective de travail concernée. Il en ira de même de toute autre technique d'ajustement.

CHAPITRE III - SUCCESSION LOGIQUE DE TRANCHES TARIFAIRES OU BAREMIQUES

Article 3

Dans les dispositions des conventions collectives de travail prévoyant des tranches tarifaires ou barémiques successives, la limite supérieure d'une tranche exprimée en euro est reprise, après conversion opérée au 1er janvier 2002 avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge, comme limite inférieure de la tranche suivante augmentée de 0,01 euro.

Commentaire

La présente disposition vise dans l'optique de développer une solution uniforme et la plus harmonieuse possible, à garantir la succession logique de tranches tarifaires ou barémiques successives après que les montants indiquant leur limite auront été convertis définitivement en euro.

Il convient de rappeler que la conversion définitive en euro sera opérée avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge conformément au prescrit des conventions collectives de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages et n° 70 du 15 décembre 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages précitées.

Cette conversion définitive est censée intervenir au plus tard le 31 décembre 2001 afin d'être effective à partir du 1^{er} janvier 2002 c'est-à-dire à dater du jour où l'euro sera introduit au titre de monnaie fiduciaire.

Au terme de cette opération, la limite supérieure exprimée en euro après conversion arithmétique sera reprise comme limite inférieure de la tranche suivante augmentée de 0,01 euro.

CHAPITRE IV - ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le trente mars deux mille un.



nationale arbeidsraad

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 78 VAN 30 MAART 2001 BETREFFENDE
DE INVOERING VAN DE EURO IN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-
KOMSTEN GESLOTEN OVEREENKOMSTIG DE WET VAN
5 DECEMBER 1968 BETREFFENDE DE COLLEC-
TIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN
EN DE PARITAIRE COMITÉS**

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 78

Zitting van vrijdag 30 maart 2001

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE INVOERING
VAN DE EURO IN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN
GESLOTEN OVEREENKOMSTIG DE WET VAN 5 DECEMBER
1968 BETREFFENDE DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMSTEN EN
DE PARITAIRE COMITÉS

4

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 78 VAN 30 MAART 2001 BETREF-
FENDE DE INVOERING VAN DE EURO IN DE COLLECTIEVE ARBEIDS-
OVEREENKOMSTEN GESLOTEN OVEREENKOMSTIG DE
WET VAN 5 DECEMBER 1968 BETREFFENDE
DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVER-
EENKOMSTEN EN DE PARI-
TAIRE COMITÉS**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Overwegende dat zo vlug mogelijk bepalingen moeten worden vastgesteld ter wille van de rechtszekerheid in de arbeidsbetrekkingen wanneer de euro definitief als chartale munt zal zijn ingevoerd, d.i. vanaf 1 januari 2002;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 30 maart 2001 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze overeenkomst beoogt een zo groot mogelijke rechtszekerheid door de vaststelling van de regels die vanaf 1 januari 2002 van toepassing zijn met betrekking tot de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in :

- een afronding van de erin opgenomen bedragen wanneer ze worden geïndexeerd of met een coëfficiënt worden vermenigvuldigd;

- een regel die het behoud van een opeenvolging van tarief- of baremaschijven waarborgt.

HOOFDSTUK II - AFRONDING VAN BEDRAGEN

Artikel 2

- § 1. In de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in de verplichting om na indexering of toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt een bedrag in Belgische frank af te ronden zonder dat met het cijfer volgend op de af te ronden decimaal rekening wordt gehouden wanneer het lager is dan vijf en waarbij de af te ronden decimaal met een eenheid wordt verhoogd wanneer dat cijfer gelijk is aan of hoger is dan vijf, gebeurt de afronding in euro vanaf 1 januari 2002 overeenkomstig dezelfde regel met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank.
- § 2. In de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in de verplichting om na indexering of toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt een bedrag in Belgische frank af te ronden volgens een regel die afwijkt van de in § 1 bepaalde regel, gebeurt de afronding vanaf 1 januari 2002 in euro als volgt met twee decimalen meer dan het aantal dat van toepassing is in Belgische frank :
- 1° afronding op 50 centiem of op de frank : afronding op de cent;
 - 2° afronding op 5 of op 10 frank : afronding op 10 cent;
 - 3° afronding op 25 frank : afronding op 50 cent;
 - 4° afronding op 50 of op 100 frank : afronding op de euro;
 - 5° afronding op 500 of op 1.000 frank : afronding op 10 euro;
 - 6° afronding op 5.000 of op 10.000 frank : afronding op 100 euro.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn van toepassing wanneer de bij de genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betrokken partijen het niet eens worden over een specifieke afrondingsregel vanaf 1 januari 2002.

Commentaar

Deze bepaling heeft tot doel voor de genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten te voorzien in de afrondingsregels die van toepassing zijn op de definitief in euro omgerekende bedragen na indexering of toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt.

Opgemerkt dient te worden, dat de definitieve omrekening in euro zal gebeuren met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank, overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen en nr. 70 van 15 december 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen.

Deze definitieve omrekening wordt geacht te gebeuren uiterlijk op 31 december 2001, zodat een en ander effectief ingaat op 1 januari 2002, d.i. vanaf de dag waarop de euro als chartale munt wordt ingevoerd.

De volgende afrondingsregels zullen dan in acht moeten worden genomen :

- volgens de bepalingen van § 1, zal de afronding van het bedrag na de definitieve omrekening in euro, wanneer de rekenkundige bewerking in Belgische frank wordt uitgevoerd, in principe op dezelfde manier blijven gebeuren in euro.

Deze regel houdt in dat na de definitieve omrekening in euro en telkens wanneer een indexering of een vermenigvuldigingscoëfficiënt wordt toegepast, het bedrag naar boven of naar beneden zal worden afgerond op de dichtstbijzijnde cent of naar boven op de cent zal worden afgerond wanneer het resultaat precies de helft bedraagt.

- in afwijking van de vorige regel en overeenkomstig de bepalingen van § 2 zal de afronding, wanneer ze wordt verricht volgens een bepaling die in een andere dan een rekenkundige afronding voorziet, in euro worden uitgevoerd met verwijzing naar de bepalingen die op de wetten en verordeningen van toepassing zijn ingevolge de wetten van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 77 en 78 van de Grondwet. Het gaat om een verwijzing en niet om een overname van de bepalingen. De wetsbepalingen werden immers aangepast aan de specificiteit van de CAO-instrumenten waarop ze van toepassing zijn.

Deze regel houdt in dat na de definitieve omrekening in euro en telkens wanneer een indexering of een vermenigvuldigingscoëfficiënt wordt toegepast, voortaan de afronding als bepaald in § 2 zal worden verricht.

Het is de bedoeling een zo groot mogelijke neutraliteit in de afrondingsverrichtingen te waarborgen en daartoe te vermijden dat een beroep moet worden gedaan op de zogenaamde techniek van de transparantieafrondingen, d.w.z. aanpassingen die een gemakkelijk leesbaar en bruikbaar bedrag in euro opleveren maar die enig wantrouwen kunnen doen ontstaan wat de juistheid van de verrichtingen betreft.

Deze techniek is evenwel niet uitgesloten; wanneer ze wordt gebruikt, moet er wel een akkoord over bestaan tussen de partijen die bij de bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst betrokken zijn. Hetzelfde geldt voor iedere andere afrondingstechniek.

HOOFDSTUK III - LOGISCHE OPEENVOLGING VAN TARIEF- OF BAREMASCHIJVEN

Artikel 3

In de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in opeenvolgende tarief- of baremaschijven, wordt de bovengrens van een schijf in euro, na omrekening op 1 januari 2002 met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank, overgenomen als benedengrens van de volgende schijf vermeerderd met 0,01 euro.

Commentaar

Deze bepaling beoogt ter wille van een eenvormige en zo harmonieus mogelijke oplossing een logische opeenvolging van tarief- of baremaschijven nadat de bedragen die de grenswaarden ervan aangeven definitief in euro zullen zijn omgerekend.

Opgemerkt dient te worden, dat de definitieve omrekening in euro zal gebeuren met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank, overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen en nr. 70 van 15 december 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen.

Deze definitieve omrekening wordt geacht te gebeuren uiterlijk op 31 december 2001, zodat een en ander effectief ingaat op 1 januari 2002, d.i. vanaf de dag waarop de euro als chartale munt wordt ingevoerd.

Daarna zal de in euro luidende bovengrens na de rekenkundige omrekening worden overgenomen als benedengrens van de volgende schijf vermeerderd met 0,01 euro.

HOOFDSTUK IV - INWERKINGTREDING

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2002. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op dertig maart tweeduizend en één.